

**SÉANCE DU 08 décembre 2004.**

PRÉSENTS : MM. MOTTET, Bourgmestre-Président;  
YM. RENARD, BONTEMPS et  
Mme le BUSSY, Échevins;  
M. MAILLEUX, Secrétaire communal.

**Délibération N° & Objet :**

**3. Octroi d'un permis unique : Alfred GEORIS à Rome**

Le Collège échevinal,

Vu la demande de permis introduite en date du *24 septembre 2004* par laquelle Monsieur *GEORIS Alfred*, ci-après dénommé l'exploitant, sollicite un permis unique pour *construire et exploiter un nouveau hangar agricole* et régulariser l'exploitation, au *14 Chemin du Hasard à 6940 DURBUY (Rome)*;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Vu le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la flore et la faune sauvages;

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit;

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, ses modifications ultérieures et ses arrêtés d'exécution subséquents;

Vu le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2003 portant condition sectorielle eau relative aux dépôts d'hydrocarbures liquides (*Moniteur belge du 11 mars 2003*)

Vu l'ensemble des pièces du dossier;

Vu le procès-verbal de la séance de clôture de l'enquête publique qui s'est déroulée du au sur le territoire de la ville de *DURBUY*, duquel il résulte que la demande n'a rencontré aucune opposition, ni observation écrite ou orale;

Vu l'avis Favorable de *STP - MR D'HAESE*, envoyé le *25 octobre 2004*, rédigé comme suit :

"Rien ne s'oppose à l'affaire dont question sous rubrique."

Vu l'avis de *Direction Générale des Ressources Naturelles et de l'Environnement – Division de la Nature et des Forêts de la Région Wallonne - SERVICES EXTÉRIEURS - DIRECTION DE MARCHE* envoyé hors délai - réputé favorable;

**Du registre aux délibérations du Collège échevinal de cette Commune, a été extrait ce qui suit :**  
**SÉANCE DU 08 décembre 2004 suite n° 1.**

**Délibération N° & Objet :**

**3. Octroi d'un permis unique : Alfred GEORIS à Rome**

Vu l'avis de *Direction Générale des Ressources Naturelles et de l'Environnement - DIVISION DE L'EAU* envoyé hors délai - réputé favorable;

Vu la demande d'avis à *Direction Générale de l'Agriculture - SERVICE EXTÉRIEUR DE CINEY*, le 19 octobre 2004, restée sans réponse à ce jour - avis réputé favorable;

Vu la situation du projet en zone *agricole* au plan de secteur de *Marche - La Roche* dûment approuvé;

Vu le rapport de synthèse du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué - Réf. Division de la Prévention et des Autorisations: D3100/83012/RGPED/2004/ 27/FG - PU et Réf. Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine : F0510/83012/PU/2004.16/ML/nf - transmis en date du 01-12-2004 au Collège des Bourgmestre et Échevins et reçu en date du 03-12-2004;

Considérant que la demande a été introduite dans les formes prescrites;

Considérant que la demande a été considérée comme recevable;

Considérant qu'il résulte des éléments du dossier déposé par le demandeur et de l'instruction administrative que la demande vise à *construire et exploiter un nouvel hangar agricole et régulariser l'exploitation*;

Considérant que les installations et/ou activités concernées sont classées comme suit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées :

**N° 01.21.01.02.02.D, Classe 2**

Installations et activités destinées à l'élevage et /ou à l'engraissement de bovins de 6 mois et plus, en stabulation non permanente, d'une capacité de 101 à 500 animaux, en zone agricole à plus de 300m d'une zone d'habitat, d'une zone de loisirs et d'une zone destinée au logement et à la résidence par un plan communal d'aménagement, d'une zone de services publics et d'équipements communautaires

**N° 01.49.03.02.02, Classe 2**

Silos de stockage annexés à une culture ou à un élevage et situés à moins de 50 m d'une habitation existante d'autrui de matières végétales humides (pulpes de betteraves, silos à fourrage vert, herbes, trèfles, etc. ...), lorsque le volume de stockage est supérieur ou égal à 500 m<sup>3</sup>.

**N° 40.20.03.01.01, Classe 3**

Autres traitements physiques des gaz, lorsque la puissance installée est, pour l'air et les gaz inertes, égale ou supérieure à 20 kW et inférieure à 200 Kw.

**N° 40.30.02.01, Classe 3**

Installation de réfrigération, de climatisation dont la puissance installée est supérieure ou égale à 10 kW et inférieure à 100 Kw.

**N° 63.12.09.03.01, Classe 3**

Dépôts de liquides inflammables et combustibles, à l'exclusion des hydrocarbures stockés dans le cadre des activités visées à la rubrique 50.50, dont le point d'éclair est supérieur à 55 °C et inférieur ou égal à 100°C (catégorie C) et dont la capacité de stockage est supérieure ou égale à 3 000 l et inférieure à 25 000 l.

Vu la demande de permis unique réceptionnée à l'administration communale le 24/09/2004;

Attendu que cette demande a dû être considérée comme étant recevable et complète par défaut;

Vu l'enquête publique clôturée le 02/11/2004 sans remarque ou obser-

**\* Ville de Durbuy** – Province de Luxembourg – Arrondissement de Marche-en-Famenne \*  
Du registre aux délibérations du Collège échevinal de cette Commune, a été extrait ce qui suit :  
**SÉANCE DU 08 décembre 2004 suite n° 2.**

**Délibération N° & Objet :**

**3. Octroi d'un permis unique : Alfred GEORIS à Rome**

vation particulière;

Vu l'avis favorable émis en date du 20/10/2004 par Monsieur Philippe d'HAESE, Commissaire voyer du ressort;

Vu les remarques émises en date du 22/11/2004 par Monsieur ROUVROY de la Division Nature et Forêts du Ministère de la Région wallonne;

Considérant que l'autorité statuant sur une demande de permis unique est tenue de respecter les prescriptions des plans d'aménagement à valeur réglementaire en vigueur;

Considérant qu'en l'espèce, vérifier le respect de telles prescriptions revient à s'interroger sur la possibilité qu'un permis soit délivré pour l'établissement considéré dans la zone dans laquelle est inscrite la parcelle sur laquelle il est établi;

Vu l'implantation du projet en zone agricole au plan de secteur de Marche;

Considérant qu'aux termes de l'article 35 du Code wallon :

*"La zone agricole est destinée à l'agriculture au sens général du terme. Elle contribue au maintien ou à la formation du paysage. Elle ne peut comporter que les constructions indispensables à l'exploitation et le logement des exploitants dont l'agriculture constitue la profession. Elle peut également comporter des installations d'accueil du tourisme à la ferme, pour autant que celles-ci fassent partie intégrante d'une exploitation agricole.";*

Attendu qu'en l'espèce, le projet respecte la destination de la zone;

Vu la nature et la tonalité des matériaux proposés;

Considérant que la demande fait suite à la modification de la liste des établissements classés, du maintien en activité d'un établissement dont la durée d'autorisation va arriver à expiration mais aussi la mise en activité d'un établissement nouveau;

Considérant que l'exploitation dispose d'un élevage de 255 bovins de plus de six mois, de deux citernes à mazout pour un total de 7.000 litres ainsi que des silos;

Considérant que la majorité du bétail est logé dans des stabulations libres;

Considérant qu'il y a présence de trois citernes à lisier pour un total de 85 m<sup>3</sup>;

Considérant qu'à l'heure actuelle la capacité de stockage est insuffisante;

Considérant que le taux de liaison au sol est inférieur à 1;

Considérant que l'exploitant doit respecter l'arrêté sur la gestion durable de l'azote et a jusqu'au 01/01/2007 pour régulariser la capacité de gestion des effluents;

Considérant que le strict respect des conditions générales, sectorielles et intégrales en vigueur et des conditions particulières énumérées ci-après est de nature à réduire dans une mesure suffisante les inconvénients pouvant résulter de l'exploitation de l'établissement;

Considérant qu'en ce qui concerne les inconvénients non visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il y a lieu d'observer que la permission administrative accordée dans le cadre dudit décret est indépendante des autorisations spéciales éventuellement requises en vertu d'autres obligations légales ou réglementaires et du respect des règlements généraux et communaux en vigueur;

Considérant que ladite permission administrative ne préjudicie pas au droit des tiers, lesquels peuvent recourir aux juridictions civiles ordinaires;

Considérant que les prescriptions et conditions auxquelles est subor-

**Délibération N° & Objet :**

**3. Octroi d'un permis unique : Alfred GEORIS à Rome**

donnée l'autorisation sont suffisantes pour garantir la sécurité, la salubrité et la commodité publiques;

**ARRÊTE**

**Article 1.** L'implantation et l'exploitation de l'établissement décrit ci-après et établi conformément au(x) plan(s) annexé(s) sont **autorisées** moyennant le respect des prescriptions légales et réglementaires en vigueur et des conditions d'exploitation précisées dans le présent arrêté.

**Article 2.** L'établissement concerne : la construction et l'exploitation d'un nouveau hangar agricole et la régularisation de l'exploitation comprenant les installations et dépôts décrits ci-dessous:

Installations:

1. atelier, 10 kW
2. petit matériel, 15 kW

**Dépôts**

1. citerne mazout 4000 l
2. citerne mazout 3000 l
3. stockage paille, foin 200 m<sup>3</sup>
4. stockage huile, graisse 400 l
5. stockage en saison d'aliments 20 t
6. fumière couverte 150 m<sup>2</sup>
7. stockage paille - foin 600 m<sup>3</sup>
8. stockage préfané - maïs 585
9. stockage préfané - maïs 873
10. stockage aliment pour bétail 15 t
11. citerne lisier 15 m<sup>3</sup>
12. citerne lisier - purin 40 m<sup>3</sup>
13. citerne lisier - purin 30 m<sup>3</sup>

**Article 3.** Les conditions applicables à l'établissement sont les suivantes :

Les dispositions de l'arrêté du gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (*Moniteur belge* du 21 septembre 2002; Erratum : *Moniteur belge* du 1<sup>er</sup> octobre 2002).

Arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2003 portant condition sectorielle eau relative aux dépôts d'hydrocarbures liquides (*Moniteur belge* du 11 mars 2003)

Arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service (*Moniteur belge* du 29 octobre 2003)

Arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture.

Conditions particulières émanant de la DNF:

Afin de maintenir l'intérêt biologique du site jusqu'à la parution de l'arrêté de désignation du site Natura 2000, les conditions d'exploitation transitoires suivantes devront être respectées

- dans ces parcelles, les eaux de surface, zones humides ou de suintement ainsi qu'une bande de 12 m de large les bordant, ne pourront faire l'objet d'aucun labour, épandage d'effluent, engrais, amendement ou traitement phytosanitaire;
- cette zone tampon ne pourra faire l'objet d'aucun travail de drainage, remblais, stockage de matière organique ou autre qui sont de nature à modifier la végétation en place;

**Délibération N° & Objet :**

**3. Octroi d'un permis unique : Alfred GEORIS à Rome**

- l'accès du bétail aux eaux de surface sera strictement limité à d'éventuelles aires d'abreuvement qui devront respecter l'intégrité des berges et de la végétation rivulaire.

Sur base de la déclaration de superficie - récolte 2004 du demandeur, les parcelles 4, 10, 11, 12, 13 et 14 sont totalement incluses dans les sites Natura 2000 BE34003 " Vallée de l'Ourthe entre Hotton et Barvaux " et BE34004 " Massifs forestiers famenniens entre Hotton et Barvaux-sur-Ourthe ". Afin de maintenir l'intérêt biologique des sites jusqu'à la parution des arrêtés de désignation des sites Natura 2000, sur ces parcelles sises au sein du réseau Natura 2001), il y aura lieu d'appliquer les mesures suivantes, sauf dérogation écrite de mes services

- pas d'apport d'effluents d'élevage liquide (lisier ou purin) ni d'engrais chimique ni aucun traitement phytosanitaire dans cette parcelle, hormis des traitements sélectifs et localisés contre les rumex et chardons. La fertilisation à l'aide de fumier, si possible composté, reste quant à elle autorisée.
- aucun labour, sursemis, désherbage, drainage ou remblais n'y sera pratiqué.
- les dates de fauche ou de brout ne seront pas avancées par rapport aux pratiques antérieures.

Sur ces parcelles sises au sein d'un site Natura 2000, il y aura lieu d'appliquer strictement les mesures suivantes, sauf dérogation écrite de mes services

- Aucun labour, sursemis, désherbage ou drainage ne sera pratiqué;
- Aucun épandage, amendement ou engraissement à moins de 12 m des eaux de surface et des zones de source;
- Pas d'augmentation de l'apport d'effluents d'élevage ni d'engrais chimique dans ces parcelles par rapport aux pratiques qui prévalaient par le passé. De même, les dates de fauche ou de brout ne seront pas avancées.

Pour rappel, l'article 84, §1, 12° du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine (CWATUP). Par sa modification du 17 juillet 2003, stipule que "le fait de défricher ou modifier la végétation de toute zone dont le Gouvernement juge la protection nécessaire..." est soumis à permis d'urbanisme. Cette obligation se rapporte à toute activité pouvant avoir une incidence sur la végétation des parcelles de prairies sises en Natura 2000, en ce compris les labours, sursemis, augmentation des épandages, drainages, désherbages, amendement et autres. Les haies et alignements d'arbres feuillus de l'ensemble de la Région wallonne sont également couverts par cette réglementation.

**Conditions particulières émanant de la DE:**

Dans l'attente de la publication au Moniteur belge des conditions intégrales relatives aux prises d'eau souterraine, le titulaire est invité à respecter les conditions du code de bonne conduite, et plus particulièrement ses articles 6 à 8. De même, (voir article 4), le puits devra être rapidement muni d'un dispositif de comptage.

La Direction des Eaux souterraines n'émet aucune opposition pour autant que les installations visées par cette demande de permis d'environnement n'engendrent aucun écoulement, fuite ou rejet, d'eaux usées, eau ou liquide impropres ou effluent d'origine agricole, vers un sol non étanchéifié ou vers le sous-sol.

Il ne peut être fait usage d'aucun puits perdant ou citerne perdante pour l'évacuation de ces effluents, eaux usées ou liquides impropres.

Lorsque le titulaire établira une installation d'épuration individuelle, le rejet des effluents traités devra être effectué dans un collecteur, ou en eau de surface ou en voie artificielle d'écoulement. Si cette dernière consiste en un fossé non étanche, alors il est conseillé d'effectuer, si possible, le rejet à au moins 35 mètres du puits.

**Conditions particulières émanant du Fonctionnaire Technique:**

Conditions d'exploitation relatives à l'hébergement des bovins (annexe 2);

*Délibération N° & Objet :*

3. Octroi d'un permis unique : Alfred GEORIS à Rome

Conditions d'exploitation relatives aux silos (annexe 3);

Conditions d'exploitation relatives aux installations frigorifiques (annexe 4)

**Article 4.** Le présent permis est accordé pour un terme de 20 ans en ce qu'il tient lieu d'un permis d'environnement et pour une durée illimitée en ce qu'il tient lieu d'un permis d'urbanisme.

**Article 5.** Le présent permis est exécutoire selon les dispositions de l'article 46 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

**Article 6.** Le délai de mise en œuvre du présent arrêté est fixé à deux ans à partir du lendemain du jour où le présent arrêté devient exécutoire.

**Article 7.** Le présent permis est frappé de caducité s'il n'est pas mis en œuvre avant l'expiration du délai fixé à l'article précédent ou lorsque l'établissement autorisé n'est pas exploité durant deux années consécutives.

**Article 8.** L'exploitant est tenu :

- 1° de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire ou remédier aux dangers, nuisances et inconvénients de l'établissement;
- 2° de signaler immédiatement à l'autorité compétente tout cas d'accident ou d'incident de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;
- 3° de fournir toute l'assistance nécessaire pour permettre aux fonctionnaires et agents compétents de mener à bien leur actions visées à l'article 61, §1<sup>er</sup>, 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup>, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;
- 4° de conserver, sur les lieux même de l'établissement où à tout endroit convenu avec l'autorité compétente, l'ensemble des permis ou déclarations en vigueur, toutes décisions prescrivant des conditions complémentaires d'exploitation, ainsi que le registre des modifications intervenues et la liste des incidents et accidents visés au point 2°;
- 5° de conserver également aux mêmes lieux, tous les rapports, certificats et procès verbaux émanant d'organisme de contrôle, de visiteurs ou d'experts, et ayant trait à la sécurité ou la salubrité publique;
- 6° d'informer l'autorité compétente et le fonctionnaire technique de toute cessation d'activité au moins 10 jours avant cette opération sauf cas de force majeure;
- 7° de remettre le site, en fin d'exploitation, dans un état satisfaisant au regard de la protection de l'homme et de l'environnement;
- 8° de porter à la connaissance de l'autorité compétente, du collège des bourgmestre et échevins et du fonctionnaire technique, au moins 15 jours à l'avance, la date fixée pour la mise en œuvre du permis;

**Article 9.** L'exploitant est tenu de notifier à l'autorité compétente son intention de céder l'exploitation de son établissement, en tout ou en partie, à une tierce personne. Le cessionnaire est tenu de signer conjointement la notification, en confirmant par écrit avoir pris connaissance du permis, poursuivre la même activité et accepter les conditions fixées dans le présent permis.

**Article 10.** Sans préjudice des poursuites pouvant être exercées en vertu du Code pénal, les contraventions au présent arrêté seront constatées et punies conformément au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

En outre, le présent permis ne préjudicie pas aux droits des tiers.

**Article 11.** Un recours auprès du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial est ouvert à toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt, ainsi qu'au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours doit être adressé par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remis contre récépissé au fonctionnaire technique compétent sur recours \*

**Ville de Durbuy** – Province de Luxembourg – Arrondissement de Marche-en-Famenne \*  
Du registre aux délibérations du Collège échevinal de cette Commune, a été extrait ce qui suit :  
**SÉANCE DU 08 décembre 2004 suite n° 6.**

**Délibération N° & Objet :**

**3. Octroi d'un permis unique : Alfred GEORIS à Rome**

(Ministère de la Région wallonne c/o Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR) dans un délai de vingt jours :

- 1° à dater de la réception de la décision pour le demandeur, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué;
- 2° à dater du premier jour de l'affichage de la décision pour les personnes non visées au 1°. Si la décision est affichée dans plusieurs communes, le délai est prolongé jusqu'au vingtième jour suivant le premier jour de l'affichage dans la commune qui y a procédé la dernière, ou jusqu'au trentième jour en cas de permis unique.

Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée, sauf s'il est introduit par le fonctionnaire technique ou le fonctionnaire délégué.

Le recours est introduit selon les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, et, notamment, en utilisant exclusivement le formulaire repris à l'annexe XI de l'arrêté précité.

Un droit de dossier de 25,00 euros est à verser sur le compte 091-2150215-45 de la Division de la Prévention et des Autorisations, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR (Jambes).

**Article 12.** Dans les 10 jours de la prise de décision, celle-ci est portée à la connaissance du public, par voie d'affichage d'un avis.

Le contenu de cet avis et les modalités de l'affichage sont définis par l'article 38 du décret. La durée de cet affichage est d'au moins dix jours.

**Article 13.** La décision est notifiée :

1. En expédition conforme et par envoi recommandé :
  - *GEORIS Alfred, Chemin du Hasard 14 à 6940 DURBUY,*
  - *au fonctionnaire technique du Ministère de la Région wallonne,*
  - *au fonctionnaire délégué;*
2. En copie libre et par pli ordinaire :
  - *Direction Générale de l'Agriculture - SERVICE EXTÉRIEUR DE CINEY, Rue des Champs Elysées 12 à 5590 CINEY;*
  - *Direction Générale des Ressources Naturelles et de l'Environnement - DIVISION DE L'EAU, Avenue Prince de Liège 15 à 5100 JAMBES;*
  - *Direction Générale des Ressources Naturelles et de l'Environnement – Division de la Nature et des Forêts de la Région Wallonne - SERVICES EXTÉRIEURS - DIRECTION DE MARCHE, Rue du Carmel 1 à 6900 MARLOIE;*
  - *Service Technique Provincial, Rue des mésanges 9 à 6900 MARCHE-EN-FAMENNE;*
  - *à la Direction Générale des Ressources Naturelles et de l'Environnement - Division de la Police de l'Environnement - Services extérieurs - Direction de Namur, Rue Nanon 98 à 5000 NAMUR.*

**\* *Ville de Durbuy* – Province de Luxembourg – Arrondissement de Marche-en-Famenne \***  
**Du registre aux délibérations du Collège échevinal de cette Commune, a été extrait ce qui suit :**  
**SÉANCE DU 08 décembre 2004 suite n° 7.**

***Délibération N° & Objet :***

**3. Octroi d'un permis unique : Alfred GEORIS à Rome**

Le Secrétaire,  
(s) H. MAILLEUX  
Le Secrétaire communal,

Par le Collège échevinal :  
  
Pour extrait conforme :

Le Président,  
(s) JM. MOTTET  
Le Bourgmestre,

Henri MAILLEUX

Jean-Marie MOTTET